



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le  
C(2008) XXX final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du [...]**

**relative à l'approbation et au financement d'un plan global pour des opérations  
humanitaires en OUGANDA, financées sur le budget des Communautés européennes  
ECHO/UGA/BUD/2009/01000**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du [...]

### **relative à l'approbation et au financement d'un plan global pour des opérations humanitaires en OUGANDA, financées sur le budget des Communautés européennes ECHO/UGA/BUD/2009/01000**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 1257/96 du Conseil du 20 juin 1996 concernant l'aide humanitaire<sup>1</sup>, et notamment ses articles 2 et 4 et son article 15, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- (1) La situation en matière de sécurité dans les régions du centre-nord de l'Ouganda est demeurée calme, en dépit du fait que les pourparlers de paix de Juba ne sont pas encore terminés.
- (2) Le retour dans leur région d'origine des 1,5 million de personnes déplacées dans les régions du centre-nord de l'Ouganda s'est poursuivi sans heurt, malgré quelque hésitation dans la région d'Acholi.
- (3) Le lien entre aide d'urgence, réhabilitation et développement reste un défi important dans le contexte actuel de l'Ouganda.
- (4) Des perturbations climatiques continuent d'affecter la région de la Corne de l'Afrique, notamment la région de Karamoja, en Ouganda, qui connaît un déficit pluviométrique récurrent et grave, ainsi que d'autres régions, touchées par des inondations.
- (5) L'ampleur et la complexité de la crise risquent de ne pas s'amoinrir et sont telles qu'il est nécessaire d'adopter un plan global qui fournisse un cadre cohérent pour la mise en œuvre de l'action humanitaire.
- (6) Pour parvenir aux populations dans le besoin, l'aide peut être octroyée par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales (ONG) ou d'organisations internationales, dont les agences des Nations unies. Par conséquent, la Commission européenne peut exécuter le budget en gestion centralisée directe ou en gestion conjointe.

---

<sup>1</sup> JO L 163 du 2.7.1996, p. 1 à 6.

- (7) Au vu de l'évaluation de la situation humanitaire, il apparaît que la Communauté devrait financer des opérations d'aide humanitaire pour une période de 18 mois.
- (8) Compte tenu du budget disponible, des interventions d'autres donateurs et de divers facteurs, il est estimé qu'un montant de 12 000 000 EUR provenant de la ligne budgétaire 23 02 01 du budget général des Communautés européennes est nécessaire pour fournir une assistance humanitaire à plus de 800 000 personnes déplacées, réfugiés et touchées par les catastrophes naturelles. Les activités visées dans le présent plan global peuvent donc être financées en intégralité conformément à l'article 253 des modalités d'exécution du règlement financier.
- (9) Compte tenu de l'évolution rapide de la situation sur le terrain et de la nature des actions à financer dans le cadre du présent plan global, il convient d'établir une réserve pour imprévus, destinée à être utilisée en cas d'événements imprévus.
- (10) La présente décision est une décision de financement au sens de l'article 75 du règlement financier (CE, Euratom) n° 1605/2002<sup>2</sup>, de l'article 90 des modalités d'exécution du règlement financier établies par le règlement (CE, Euratom) n° 2342/2002<sup>3</sup> et de l'article 15 des règles internes sur l'exécution du budget général des Communautés européennes<sup>4</sup>.
- (11) Conformément à l'article 17, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1257/96 du Conseil du 20 juin 1996 concernant l'aide humanitaire, le Comité d'aide humanitaire a émis un avis favorable le 11 Décembre 2008.

DÉCIDE:

*Article premier*

1. Conformément aux objectifs et aux orientations générales de l'aide humanitaire, la Commission approuve, par la présente, un plan global 2009 pour des opérations humanitaires afin d'assister le retour des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et d'autres groupes de population vulnérables touchées par l'insécurité et/ou les aléas climatiques et les catastrophes naturelles dans le nord de l'Ouganda, pour un montant de 12 000 000 EUR au titre de la ligne 23 02 01 du budget général 2009 des Communautés européennes.
2. En vertu des articles 2 et 4 du règlement n° 1257/96 du Conseil, les opérations humanitaires au titre du présent plan global sont menées en vue d'atteindre les objectifs spécifiques suivants:
  - fournir un soutien humanitaire en temps opportun, en mettant particulièrement l'accent sur les personnes extrêmement vulnérables, les populations des camps de déplacés et les réfugiés, ainsi que sur les populations touchées par les aléas climatiques, dans le cadre d'une assistance intégrée fournie dans un

---

<sup>2</sup> JO L 248 du 16.9.2002, p. 1.

<sup>3</sup> JO L 357 du 31.12.2002, p. 1.

<sup>4</sup> Décision de la Commission du 5.3.2008 (C/2008/773).

environnement humanitaire amélioré. Un montant de 10 900 000 EUR est affecté à cet objectif spécifique;

- continuer à renforcer la gestion et la coordination de la réponse humanitaire entre les organisations multilatérales et bilatérales et les organisations non gouvernementales en Ouganda. Un montant de 450 000 EUR est affecté à cet objectif spécifique;
3. Un montant de 650 000 EUR est affecté à la réserve pour imprévus.

#### *Article 2*

Sans préjudice de l'utilisation de la réserve pour imprévus, la Commission peut, si la situation humanitaire le justifie, réaffecter les montants fixés pour l'un des objectifs spécifiques énoncés à l'article 1er, paragraphe 2, à un autre de ces objectifs, pour autant que le montant réaffecté représente moins de 20 % du montant total prévu par le présent plan global et ne dépasse pas 2 000 000 EUR.

#### *Article 3*

1. La durée de mise en œuvre du présent plan global s'étend sur 18 mois à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009.
2. Les dépenses engagées au titre du présent plan global sont admissibles à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.
3. Si les actions envisagées dans le présent plan global sont suspendues pour cause de force majeure ou en raison de circonstances comparables, la période de suspension n'est pas prise en considération dans le calcul de la durée de mise en œuvre du présent plan global.

#### *Article 4*

1. La Commission exécute le budget en gestion centralisée directe ou en gestion conjointe avec des organisations internationales.
2. Les actions financées par le présent plan global seront mises en œuvre:
  - soit par des organisations sans but lucratif qui satisfont aux critères d'admissibilité et d'aptitude énoncés à l'article 7 du règlement (CE) n° 1257/96 du Conseil,
  - soit par des organisations internationales.
3. Compte tenu des spécificités de l'aide humanitaire, de la nature des activités à entreprendre, des contraintes particulières liées à la situation géographique et du degré d'urgence, les activités visées dans le présent plan global peuvent être financées en intégralité conformément à l'article 253 des modalités d'exécution du règlement financier.

*Article 5*

1. Le montant de 12 000 000 EUR sera fonction des fonds nécessaires disponibles dans le cadre du budget général 2009 des Communautés européennes.
2. Le présent plan global prend effet à la date de son adoption.

Fait à Bruxelles, le

*Par la Commission*

*Membre de la Commission*



COMMISSION EUROPÉENNE  
DIRECTION GÉNÉRALE AIDE HUMANITAIRE - ÉCHO

**Document d'appui à la décision de la Commission sur  
l'approbation et le financement d'un Plan Global pour les  
Actions Humanitaires sur le budget des Communautés  
européennes pour les rapatriés, les populations déplacés (IDP)  
et les catastrophes naturelles en Ouganda.  
(ECHO/UGA/BUD/2009/01000)**

**Le Comité de l'aide humanitaire - décembre 2008**

## Table des matières

### *Document d'appui*

	page
1) Résumé analytique .....	1
2) Contexte et situation .....	2
2.1.) Contexte général .....	2
2.2.) Situation actuelle .....	3
3) Identification et évaluation des besoins humanitaires .....	4
4) Stratégie proposée de la DG ECHO.....	6
4.1.) Cohérence avec les priorités stratégiques globales de la DG ECHO pour 2009	6
4.2.) Impact de la réponse humanitaire précédente .....	7
4.3.) Coordination avec les activités d'autres donateurs et institutions.....	8
4.4.) Évaluation des risques et hypothèses .....	8
4.5.) Stratégie de la DG ECHO .....	9
4.6.) Durée .....	13
4.7.) Montant du Plan Global et matrice de programmation stratégique .....	13
5.) Evaluation .....	16
6.) Questions de gestion.....	16
7.) Annexes. ....	16
<b>Annexe 1: Vulnérabilité et indice de crises dans la Corne de l'Afrique (2008-2009)</b>	<b>17</b>
<b>Annexe 2 : Carte pays/régions et emplacements des opérations de la DG ECHO..</b>	<b>18</b>
<b>Annexe 3 : Liste des opérations précédentes de la DG ECHO.....</b>	<b>19</b>
<b>Annexe 4 : Aperçu des contributions des donateurs .....</b>	<b>20</b>
<b>Annexe 5 : Liste des abréviations .....</b>	<b>21</b>

## 1. RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La nécessité actuelle d'actions humanitaires en Ouganda peut être attribuée à deux causes: la continuation du déplacement et le processus de retour en cours dans les zones touchées par le conflit, les régions centre -nord d'Acholi<sup>1</sup>, de Teso<sup>2</sup> et de Lango<sup>3</sup>, et les conséquences dues aux perturbations climatiques touchant principalement la région de Karamoja<sup>4</sup> nord-est. Chaque situation a des caractéristiques propres et exige différentes approches de l'aide et des stratégies d'intervention sur mesure.

Régions d'Acholi, de Teso et de Lango : il y a eu beaucoup d'optimisme en Ouganda depuis août 2006 après la signature de l'accord de cessation formelle des hostilités entre l'armée de résistance du Lord (LRA) et le gouvernement de l'Ouganda (GoU). Tout au long de 2008, les conditions de sécurité dans la région sont restées relativement calmes, permettant à la plupart des personnes déplacées de retourner dans leurs villages d'origine dans les régions de Teso et de Lango. Néanmoins, dans la région Acholi le processus de retour est plus prudent, en partie dû aux colloques de paix Juba qui sont bloqués. Cette précaution est manifestée par les mouvements de retour aux installations transitoires (considérées comme des sites de retour) généralement placées près des sièges administratifs locaux, dénommés les paroisses.

L'aide humanitaire dans les régions centrales du nord continue à faire face à un triple défi pour l'avenir immédiat en 2009:

- I. Poursuivre l'aide dans les camps de IDP tout en facilitant la remise des services et la fermeture progressive de camps,
- II. Augmenter le soutien dans les sites de retour,
- III. Consolider l'aide de transition dans les villages d'origine.

Les interventions humanitaires et de transition doivent encore être menées en parallèle mais avec une intensification progressive des interventions de transition vu que les mouvements de retour s'intensifient et se consolident encore. Néanmoins, la possibilité de nouveaux déplacements de population ne peut pas être exclue, étant donné que LRA reste actif dans les pays voisins.

Région de Karamoja: la sécurité alimentaire de la population constitue une préoccupation étant donné les insuffisances graves et récurrentes de précipitation<sup>5</sup> qui ont touché la région pour la troisième année consécutive. Les maladies de cheptel ont aggravé le problème et ont encore réduit les capacités de faire face des habitants qui dépendent principalement d'activités agro- pastorales, dans un environnement caractérisé par une sécurité irrégulière et volatile qui rend le développement et le travail humanitaire difficiles. Suite aux approches actuelles mise en œuvre dans le domaine de l'aide alimentaire et des moyens de subsistance, d'autres interventions humanitaires peuvent être considérées comme pertinentes afin de réduire l'impact de l'insécurité alimentaire.

Le financement humanitaire sera encore substantiel en 2009 pour assurer que les besoins fondamentaux des populations vulnérables sont encore couverts.

---

<sup>1</sup>La région d'Acholi a généralement considéré pour comprendre Gulu, Amuru, Kitgum, et Pader.

<sup>2</sup>La région de Teso a généralement considéré pour comprendre Amuria, Katakwi, Soroti, Kumi, Kaperamaido et Dokolo – seulement Amuria et Katakwi touchés sérieusement fortement par le conflit.

<sup>3</sup>La région de Lango a généralement considéré pour comprendre Apac, Oyam, et Lire.

<sup>4</sup>La région de Karamoja a généralement considéré pour comprendre Moroto, Kotido, Abim, Kaabong, et Nakapiripirit.

<sup>5</sup>Réf :: [http://www.fews.net/docs/Publications/uganda\\_fsu\\_2008\\_08.pdf](http://www.fews.net/docs/Publications/uganda_fsu_2008_08.pdf)

Depuis 2006, la Commission a acheminé plus que 70.5 million d'euro par la DG ECHO<sup>6</sup> en Ouganda du nord et est parmi les donateurs principaux pour l'aide humanitaire. L'approche de la DG ECHO en Ouganda du nord sera de contribuer à soutenir les populations IDP, avec une attention particulière pour les personnes extrêmement vulnérables, tout temps facilitant le retrait progressif des camps et la fermeture/ de ceux-ci le cas échéant, créant les conditions pour les retours volontaires, et soutenant les populations touchées par les catastrophes climatiques/naturelles. Les secteurs principaux d'intervention seront l'eau et l'assainissement, la santé, la protection, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, atteignant au moins 800.000 bénéficiaires.

Cette approche en Ouganda est compatible avec la stratégie de 2009 de la DG ECHO (des besoins de bases, LRRD, la réponse aux catastrophes naturelles, l'intégration des enfants et le VIH/SIDA).

L'enveloppe proposée pour le plan global de l'Ouganda 2009 de la DG ECHO est 12 millions EUR. La durée du plan global est 18 mois, commençant du 1er janvier 2009. L'aide alimentaire sera poursuivie en 2009 avec des décisions ad hoc ou d'urgence régionales d'aide alimentaire (FA).

## 2. CONTEXTE ET SITUATION

### 2.1. Contexte Général

D'après le Rapport sur le développement humanitaire pour 2006, l'Ouganda est classé en 145<sup>ème</sup> position sur 177 des pays répertoriés. Tandis que le pays a progressé régulièrement dans ce classement au cours des dix dernières années, le nord du pays reste à la traîne et les besoins de sa population demeurent plus aigus et urgents que jamais. Sur la base des deux indices de la DG ECHO - l'indice de crise et l'indice de vulnérabilité - égaux à 3, l'Ouganda est classé parmi les pays prioritaires dans l'évaluation globale des besoins (EGB) pour 2008-2009.

#### Données de base sur l'Ouganda

➤ Population	28.200.000 personnes (FNUAP 2007)
➤ Mortalité infantile	136 p/1,000 (UNICEF 2005)
➤ Espérance de vie	51.5 (État de FNUAP du rapport 2007 de population mondiale)
➤ Pourcentage de la population sous-alimentée	19% (PNUD HDI 2006)
➤ Revenu national brut par habitant	280 USD (données et statistiques clés 2005 de développement de la Banque mondiale)
➤ Pourcentage de la population vivant avec moins de \$1 par jour	31% (PNUD 2005/2006)
➤ Proportion de population n'ayant pas accès à une source d'eau potable	40% (PNUD HDI 2006)
➤ IDP (nombre et pourcentage par rapport à la population totale)	1,100,000 (HCR, mars 2008)
➤ Réfugiés	
➤ sur place	206,019 (HCR, avril 2008)
➤ à l'étranger	21,752 (HCR juin 2007)
➤ Vulnérabilité ECHO et indice de crise	3 (le grade le plus grave)
➤ indice de développement humain du PNUD en 2006	0,502 : 145ème du milieu – 177

<sup>6</sup>Direction Générale Aide Humanitaire – DG ECHO

Depuis 1986, le soulèvement de l'Armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army, LRA), dirigée par Joseph Kony, a entraîné de grandes souffrances dans les régions de l'Acholi, du Teso et du Lango du centre-nord de l'Ouganda, et provoqué le déplacement de 1,5 million de personnes à l'intérieur du pays. Suite à l'accord officiel de cessation des hostilités signé le 26 août 2006, ces régions ont pu jouir d'une paix et d'une stabilité relatives. Dirigées par Riek Machar, le vice-président du gouvernement du Sud-Soudan, ces négociations de paix ont été considérées par plus d'un comme la meilleure occasion pour mettre fin à la guerre civile qui a ravagé le pays et a gagné le Soudan et la République démocratique du Congo (RDC). Cependant, malgré un accord sur l'ensemble des points de l'ordre du jour repris dans le processus de paix de Juba, l'accord de paix final entre le LRA et le gouvernement ougandais n'a toujours pas été signé par les parties. Toutefois, toutes deux ont annoncé publiquement leur engagement à l'égard du processus de paix.

La région de Karamoja, bien que non affectée directement par la révolte, a souffert de tensions entre les différents groupes du fait de la lutte pour des ressources limitées dans une zone écologiquement fragile, où les activités agropastorales dominent. Ces tensions ont été encore accentuées par les perturbations climatiques de ces dernières années qui se sont traduites par un déficit pluviométrique récurrent dans certaines régions et des inondations dans d'autres. Les mauvaises récoltes, les possibilités limitées de pâturage et des ressources hydriques insuffisantes, ajoutées aux maladies du bétail, ont ravivé le cycle des violences entre les différents groupes, encourageant les pratiques de vol de bétail, même au-delà des frontières avec le Kenya. La longue tradition de trafic des petites armes dans l'ensemble de la région a créé un environnement où les armes sont facilement disponibles et perçues par les gardiens de troupeaux comme nécessaires pour la protection de leurs bêtes.

## **2.2. Situation actuelle**

Régions du centre-nord: Au cours de l'année 2008, la situation sécuritaire est demeurée relativement calme et aucun agissement agressif du LRA n'a été signalé. Tous les territoires jouissent à présent d'une liberté de mouvement, depuis la levée des dernières restrictions<sup>7</sup> dans le district de Kitgum en avril 2008. Néanmoins, le contexte de la phase actuelle de transition/réhabilitation reste complexe et délicat à maints égards.

Le suivi des retours réalisé par le Comité Permanent Inter-Agences (CPIA)<sup>8</sup> en juin 2008, a établi que globalement, 34 % des personnes déplacées à l'intérieur (PID) demeuraient toujours dans les camps initiaux, tandis que 42% résidaient dans des sites/zones de transit et que 24 % avaient réintégré leur village d'origine. Dans la région de l'Acholi, qui a été la plus affectée par le conflit durant la période de temps la plus longue, le processus de retour est beaucoup plus hésitant. Cette réticence s'explique en partie par la méfiance qui accompagne le processus de paix, tandis que les dirigeants du LRA se cachent toujours. À plusieurs reprises, Joseph Kony ne s'est pas présenté comme convenu pour signer l'accord de paix final (le dernier essai de signature remonte au 6 septembre 2008), causant de grandes inquiétudes que le processus de paix s'effondre, avec peu d'espoir qu'il reprenne. D'autres obstacles au retour comprennent le manque d'accès aux services de base dans les villages d'origine et l'existence de litiges fonciers, surtout dans le district d'Amuru. La prudence se manifeste par des mouvements de retour vers des

---

<sup>7</sup> Dans les régions affectées par le conflit, l'UPDF avait adopté des restrictions de mouvements vers les villages d'origine, pour protéger les personnes déplacées.

<sup>8</sup> Dirigé par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

villages intermédiaires (désignés comme sites/zones de retour), généralement situés à proximité du siège de la commune<sup>9</sup>.

Région de Karamoja: En 2008, la région a souffert de pluies insuffisantes pour la troisième année d'affilée. Des pluies tardives et irrégulières ont entraîné de très mauvaises récoltes, en septembre 2008. Les épizooties du bétail, atteint de la peste des petits ruminants (PPR) qui touche les chèvres et les moutons, et de la pleuropneumonie contagieuse bovine qui touche les bovins, se poursuivent avec toujours autant d'intensité, tandis que des cas de fièvre aphteuse continuent à se multiplier. Les difficultés d'accès aux services de base et à l'aide sanitaire pour le bétail, associées à la hausse des prix (de 50 à 70 % au cours des six derniers mois) des denrées alimentaires de base et à la détérioration des termes de l'échange concernant le bétail, menacent davantage encore la sécurité alimentaire dans la région.

Sécurité: Conformément à la stratégie du gouvernement qui vise à consolider l'autorité de l'État dans les régions du centre-nord de l'Ouganda, la présence des Forces de défense du peuple ougandais (Ugandan People's Defence Forces<sup>10</sup> - UPDF) a diminué et le déploiement des forces de police et auxiliaires ainsi que des unités de défense locale, s'est renforcé. Dans les districts limitrophes avec la région de Karamoja, les agissements agressifs de pillage de bétail ont aussi sensiblement diminué, principalement grâce au renforcement de la gouvernance et à la création d'unités de lutte contre le vol de bétail. Cependant, le nombre de policiers permanents demeure limité, ce qui contraint les forces de sécurité auxiliaires, mal entraînées, à appliquer l'ordre et la loi.

La situation dans la région de Karamoja reste explosive (phase III des Nations unies) et l'accès humanitaire est parfois limité. En raison de la prolifération des armements, des raids intergroupes, des embuscades ou autres agissements criminels se poursuivent et certains accidents mortels sont à déplorer. Le gouvernement ougandais met à présent en œuvre un programme énergique de désarmement, qui entraîne souvent des heurts entre l'UPDF et les populations locales. Le gouvernement ougandais s'est engagé à œuvrer en faveur de la stabilisation et de la réhabilitation du nord du pays, au titre du plan national de paix, de réhabilitation et de développement. Ce plan, conçu grâce à l'aide de la Banque mondiale, vise à réduire l'écart entre le nord et le sud du pays, entre les années 2007 à 2010. Il fournit un cadre général pour l'ensemble des acteurs engagés dans le nord du pays. Son efficacité doit encore être prouvée.

### **3. IDENTIFICATION ET ÉVALUATION DES BESOINS HUMANITAIRES**

#### Régions du centre-nord

Depuis 2007, le Rassemblement pour la protection a fortement prôné la liberté de mouvement et le retour volontaire et sûr des personnes déplacées, dans leur lieu d'origine. Bien que très peu de besoins aient été perçus dans la région du Teso au cours de l'année 2008 puisque la majorité des personnes déplacées étaient considérées comme ayant terminé leur processus de retour, la situation était nettement moins claire pour la région du Lango. C'est pourquoi, en juin 2008, le Rassemblement pour la protection a mené une évaluation, sur la base des critères déterminant la fin d'un déplacement tels qu'ils ont été définis dans le projet concernant les déplacements intérieurs<sup>11</sup> lancé par l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées, Walter Kälin. L'évaluation a confirmé que le déplacement pouvait

<sup>9</sup> La commune est l'unité administrative de niveau inférieur. Elle est constituée de plusieurs villages.

<sup>10</sup> L'armée nationale ougandaise.

<sup>11</sup> Lorsque le déplacement se termine: un cadre pour des solutions durables, juin 2007.

être considéré comme achevé dans la région du Lango. En conséquence, actuellement, la région de l'Acholi est l'unique région où on constate des besoins humanitaires importants. En effet, dans cette région, une série de mesures d'aide sont requises pour les camps existants, les sites/zones de retour et les villages d'origine. Toutefois, les besoins extrêmement aigus qui se manifestent dans les sites/zones de retour ont incité les agences humanitaires à concentrer dans une grande mesure leurs efforts davantage sur ces nouveaux sites/zones de retour que sur les anciens camps de personnes déplacées, créant souvent des insuffisances au niveau de l'aide fournie aux personnes déplacées vivant dans des camps. De plus, l'importance accordée jusqu'à présent à la gestion des camps a commencé à se porter sur des interventions visant à permettre la transformation des anciens camps en communautés viables et/ou qui facilitent la fermeture des camps tout en respectant les préoccupations environnementales et, dans le même temps, en éliminant les préoccupations de protection des structures vides et désaffectées.

Suite au processus de retour et à la levée des restrictions de mouvement de population, en 2008, les familles ont pu jouir d'un meilleur accès à la terre qui est ainsi passé de 2 acres à 4-6 acres en moyenne par ménage (*Évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence - ESASU - mai 2008*). Cependant, malgré un plus grand accès à la terre, l'utilisation de cette terre reste faible en raison des disponibilités limitées en intrants agricoles (semences et outils). À l'heure actuelle, 940 000 personnes déplacées reçoivent une aide alimentaire dans la région de l'Acholi. Les rations alimentaires distribuées correspondent à 40-60 % de la ration quotidienne recommandée, tandis que les personnes extrêmement vulnérables<sup>12</sup> (PEV) reçoivent des rations complètes. Néanmoins, selon l'ESASU, environ un tiers de cette population est en situation de sécurité alimentaire. Pour que l'aide alimentaire ne crée pas de dépendance et ne devienne contre-productive, il convient d'envisager de la retirer progressivement aux populations connaissant la sécurité alimentaire.

Tandis que les mouvements de population hors des camps ont entraîné un meilleur accès à l'eau sûre dans les camps (plus de 12,2 litres/personne/jour), l'accès moyen aux latrines pour les familles est très limité puisqu'en moyenne 55 personnes ont accès à une latrine. La surpopulation et la mauvaise conception des camps, combinées avec de mauvaises pratiques d'assainissement et d'hygiène, ont favorisé des épidémies fréquentes. Au cours de l'année 2008, une épidémie d'hépatite E (VHE) a persisté et semble de plus en plus difficile à maîtriser.

Une dégradation généralisée du statut nutritionnel de la population a pu être constatée, en conséquence du retour massif et de la lente mise en place des services de base dans les sites/zones de retour. On a ainsi observé une augmentation des taux de malnutrition aiguë globale (MAG) et de malnutrition aiguë sévère (MAS) en 2008, dans les districts de Gulu et d'Amuru (*enquête nutritionnelle d'ACF, juin 2008*). En effet, le taux de MAG est passé de moins de 5 % en 2007 à 8,7 %. Dans les régions de retour, l'eau et les installations d'assainissement sont insuffisantes, augmentant ainsi les risques de santé publique pour les populations qui retournent chez elles. D'autres services de base tels que les services de santé et d'éducation sont soit délabrés, soit inexistantes. Des efforts ont été faits pour réutiliser ces services et un certain nombre d'écoles et de centres de santé ont été ré ouverts. De plus, des services offerts au niveau de la communauté, tels que les systèmes de santé (équipes de santé de village) et les structures de protection communautaires sont également mis en place. Actuellement, parmi les préoccupations

---

<sup>12</sup> En 2007, le rassemblement pour la protection dirigé par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a convenu de critères communs, fondés principalement sur les besoins, pour définir les personnes extrêmement vulnérables. Parmi ces personnes extrêmement vulnérables, on compte les familles dirigées par des enfants, les familles dirigées par une femme, les personnes qui souffrent de maladies chroniques et/ou en phase terminale, les handicapés – cette liste n'est pas exhaustive.

principales en matière de protection, associées au processus de retour, on peut mentionner la séparation des familles, le manque de dispositifs de sécurité sociale pour les personnes extrêmement vulnérables, l'accès limité à la justice pour les victimes des violences fondées sur le sexe (GBV) et pour les litiges fonciers.

### Région de Karamoja

Des études nutritionnelles récentes, menées en février 2008<sup>13</sup>, ont fait apparaître un taux de malnutrition aiguë globale de 10,9 %, les deux districts de Moroto et de Nakapiripirit – situés le plus au sud – ayant un taux de 15 %. Depuis avril 2007, le PAM distribue des rations alimentaires couvrant entre 50 et 70 % de la ration quotidienne recommandée à quelque 707 000 personnes, sur une population totale d'environ 1 million de personnes. La FAO estime que les récoltes actuelles se situent entre 20 et 40 %. Étant donné l'absence de stocks alimentaires de report suite aux mauvaises récoltes précédentes, la saison de la famine a commencé deux mois plus tôt (en février 2008) que d'habitude. Elle devrait être particulièrement grave et plonger un nombre croissant de familles dans l'insécurité alimentaire. En conséquence, le PAM estime que, l'année prochaine, une aide alimentaire sera nécessaire pour quelque 750 000 personnes dans la région.

Pour réduire l'insécurité alimentaire dans la région, il est fondamental d'adopter une approche basée sur les moyens de subsistance. Les défis de taille concernant la santé du bétail comprennent l'accès aux services vétérinaires, le besoin d'une aide accrue pour pulvériser afin de contrôler les maladies transmises par les tiques, la fièvre aphteuse et les infections transmises par la mouche tsétsé, la vaccination stratégique et à temps du bétail pour l'aider à conserver son état sanitaire et physique général tout au long d'une sécheresse prolongée, de même que la formation et l'équipement des travailleurs de la communauté spécialisés en santé animale, l'appui aux écoles d'agriculture/élevage sur le terrain afin de les aider à diffuser de bonnes pratiques sur les modes d'agriculture/élevage de base.

## **4. STRATÉGIE PROPOSÉE DE LA DG ECHO**

### **4.1. Cohérence avec les priorités stratégiques globales de la DG ECHO pour 2009**

La stratégie proposée au titre du présent Plan Global est cohérente avec les priorités stratégiques globales de la DG ECHO de trois manières:

**1. Liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (LRRD):** Au cours des deux dernières années, le principe de LRRD a été suivi dans le nord de l'Ouganda et continue à gagner en importance<sup>14</sup>. Malheureusement, la majorité des programmes de développement doivent encore devenir opérationnels sur le terrain,

---

<sup>13</sup> PAM/UNICEF/ministère de la Santé, Rapport concernant une étude nutritionnelle (février 2008).

<sup>14</sup> Certaines des réalisations comprennent: le financement de cinq partenaires actuels et anciens de la DG ECHO, au titre du 9<sup>ème</sup> FED; le Programme de réhabilitation du nord de l'Ouganda (NUREP); deux projets ciblant spécifiquement des districts affectés par les conflits dans le nord de l'Ouganda au titre de la Facilité européenne pour l'eau; un projet financé par une ligne budgétaire de 4 millions d'euros en faveur de la sécurité alimentaire et prévoyant la distribution de 'bons contre travail', se déplaçant progressivement vers le nord, de la région du Lango en 2007 aux districts du sud Gulu et de Pader, en 2008/09 pour remplacer le programme de distribution de bons, financé par de la DG ECHO. La prochaine étape dans le processus de LRRD en Ouganda, est la mise en oeuvre de deux programmes importants, financés au titre du 10<sup>ème</sup> FED et actuellement en cours de rédaction, à savoir: le programme de réhabilitation des moyens de subsistance agricoles dans le nord de l'Ouganda (d'un montant de 20 millions d'euros) et le programme d'aide aux moyens de subsistance pour la région de Karamoja (pour un montant de 15 millions d'euros), pour lequel la DG ECHO a d'ores et déjà fourni des contributions grâce à un dialogue constructif avec la délégation de l'UE.

comme les programmes axés sur la réhabilitation et les moyens de subsistance, mis en œuvre en vertu du 10<sup>ème</sup> FED et le plan gouvernemental pour la paix, la réhabilitation et le développement pour le nord de l'Ouganda. La DG ECHO continue à assurer systématiquement la liaison avec les autres services de la Commission et les donateurs, afin d'encourager la mise en œuvre de la politique de la Commission en matière de LRRD, chaque fois que la situation le permet. Entre-temps, la région continue à témoigner de besoins humanitaires importants.

Les partenaires devront accorder une attention particulière aux stratégies de repli en 2009. De telles stratégies ont été mises en œuvre par les partenaires de la DG ECHO depuis 2006, tandis que la collaboration avec les autorités locales et de sous-comté s'est progressivement renforcée. La transmission des opérations financées par la DG ECHO au niveau le plus adéquat a été envisagée et elle se poursuit en 2008. Cette démarche sera consolidée encore davantage en 2009, au cours d'une phase de transition encore plus renforcée.

**2. Approche basée sur les besoins:** Les priorités géographiques de la DG ECHO sont définies chaque année sur la base d'une série d'évaluations de besoins sur le terrain et d'analyses de données concernant les indicateurs humanitaires pertinents (l'insécurité, les réfugiés, les personnes déplacées, les taux de mortalité et de morbidité, les taux de malnutrition, la prédisposition aux catastrophes, etc.) et suite à une vaste consultation des organisations humanitaires et des parties concernées. L'Ouganda a été identifié comme un pays ayant des besoins importants.

**3. Promotion d'une aide humanitaire qualitative par l'intégration systématique des questions transversales dans les opérations:** L'appui aux questions transversales comme les enfants, les femmes, l'environnement, les violences familiales, le VIH/SIDA, etc., sera fourni à travers leur intégration aux différents projets. Une attention particulière devra aussi être accordée aux enfants, aux personnes précédemment enlevées et aux mères abandonnées par leur mari, puisqu'elles souffrent d'une stigmatisation de la société et sont souvent, en l'absence de capital social personnel, les personnes les plus vulnérables.

La réponse de la DG ECHO se concentrera sur une intervention transversale, multisectorielle et intégrée, couvrant les domaines de l'eau et de l'assainissement, de la santé, des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire, des biens non alimentaires, de la formation et de l'éducation, de la protection et de la coordination.

Afin de maximiser l'impact de son aide humanitaire, la Commission décide de maintenir un bureau de soutien de la DG ECHO situé à Kampala.

#### **4.2. Impact de la réponse humanitaire antérieure**

Depuis 2004, la DG ECHO a considérablement contribué à fournir une réponse continue et efficace dans les régions touchées par le conflit; la réponse aux besoins fondamentaux tels que l'approvisionnement en eau/l'assainissement, la santé, les biens non alimentaires et la sécurité alimentaire, ainsi que le renforcement de la protection et de la coordination de l'aide humanitaire.

La DG ECHO a également continué à réduire la dépendance vis-à-vis de l'aide alimentaire en augmentant l'autonomie des PID grâce à des programmes de sécurité pour les moyens de subsistance et des activités génératrices de revenus.

La DG ECHO continue de répondre aux besoins de la crise ougandaise. Durant la période 2000-2005, les fonds qu'elle a mis à la disposition de l'Ouganda ont atteint un total de 44 620 000 euros. Le financement a été progressivement ajusté et augmenté pour atteindre une allocation totale de 70 538 182 euros, de 2006 à 2008 (voir annexe 3 pour plus de détails). Ce financement inclut un montant de 49 637 350 euros alloué en faveur de l'aide humanitaire générale, 16 500 000 euros pour l'aide alimentaire (principalement mise en œuvre par le biais du PAM<sup>15</sup>) et approximativement 4 400 832 euros au titre de la préparation à la sécheresse pour Karamoja.

### **4.3. Coordination avec les activités d'autres donateurs et institutions**

Le bureau de la DG ECHO à Kampala joue un rôle actif dans la coordination à plusieurs niveaux (gouvernement – cabinet du premier ministre, donateurs, communauté humanitaire générale et groupes individuels). Les structures de coordination sont centrées sur quatre axes principaux: 1) l'axe humanitaire, 2) les secteurs du gouvernement, 3) les groupes de développement des donateurs et 4) les thèmes politiques des donateurs. La DG ECHO participe régulièrement au groupe des donateurs pour la réhabilitation et le développement de l'Ouganda du Nord (NURD), ainsi qu'à d'autres groupes de travail techniques, au groupe de contact inter agence et au groupe de CCCM (coordination des camps et gestion des camps), aux groupes concernant la gouvernance, la santé/nutrition, la sécurité alimentaire, l'eau et l'assainissement ainsi que la protection. La DG ECHO participe activement à la coordination des groupes.

Le bureau de la DG ECHO à Kampala participe activement à la coordination des interventions du gouvernement, bien que les efforts de coordination déployés par ce dernier aient eu tendance à être sporadiques et contradictoires. Actuellement, les points les plus prometteurs sont le rôle de direction assumé par le cabinet du premier ministre concernant la réduction des risques de catastrophe et le prochain comité de suivi du plan de réhabilitation de la paix et de développement pour le nord de l'Ouganda.

### **4.4 Évaluation des risques et hypothèses**

Les principaux facteurs susceptibles d'avoir un impact négatif sur la mise en œuvre de la stratégie sont les suivants:

- a. le banditisme armé et la prolifération d'armes de petit calibre sont en augmentation, tant dans les districts touchés par le LRA que dans la région de Karamoja, et ne peuvent être contrés que par un renforcement du maintien de l'ordre et de la limitation des armements;
- b. le mauvais état des routes entrave l'accès tant aux camps qu'aux zones de retour;
- c. les litiges fonciers localisés et croissants peuvent entraver l'accès à la terre pour les personnes de retour; jusqu'ici, la plupart des cas signalés sont des conflits de bornage au sein des familles et sont souvent résolus grâce à la médiation d'ONG partenaires apportant une aide juridique;
- d. les autorités centrales et locales ne parviennent pas à fournir une aide et un engagement adéquats afin d'assurer l'entretien et la gestion appropriés pour la fourniture de services, spécialement dans les sites de retour;

---

<sup>15</sup> Exception faite pour Karamoja, compte tenu de l'amélioration au niveau de la sécurité alimentaire dans les régions affectées par le conflit, le PAM projette de diminuer progressivement son aide alimentaire.

- e. la lenteur des progrès enregistrés par les partenaires de développement en ce qui concerne les programmes axés sur la réhabilitation et les moyens de subsistance; il faudra de plus en plus planifier à plus long terme et concevoir des actions de partenariat, compte tenu du contexte actuel de planification du transfert de responsabilité pour les interventions financées par la DG ECHO.

## **4.5 Stratégie de la DG ECHO**

Sur le plan géographique, l'aide humanitaire couvrira principalement la région d'Acholi, tandis que des interventions de sécurité alimentaire ciblées et en temps utile peuvent être envisagées pour la région de Karamoja. Des actions peuvent également être mises en œuvre pour répondre à d'autres problèmes, liés aux moyens de subsistance et aux catastrophes naturelles dans le nord de l'Ouganda.

### **1. Centre-nord de l'Ouganda**

La DG ECHO s'est retirée de la région du Teso à la fin de 2005. Dans la région de Lango, elle a uniquement appuyé des interventions de sécurité alimentaire en 2008 et se prépare à se retirer de cette région d'ici à la fin de l'année 2008. En conséquence, le financement de la DG ECHO pour 2009 se concentrera uniquement sur la région de l'Acholi.

L'engagement de la DG ECHO continuera à être important dans le nord de l'Ouganda en 2009, mais à une échelle légèrement plus limitée que pour l'année 2008. Si aucun changement majeur n'intervient dans la situation, elle continuera à réduire progressivement ses activités, garantissant ainsi un retrait responsable.

Le financement de la DG ECHO dans le centre-nord de l'Ouganda continuera à mettre l'accent sur la mise en place des conditions favorisant un retour volontaire et contribuant à des solutions durables, tout en reconnaissant dans le même temps qu'un nombre important de personnes déplacées ne rentreront jamais, après avoir vécu 20 ans dans des camps ou dans des milieux urbanisés de facto offrant un accès aisé aux services. Le risque que les vieux camps de personnes déplacées deviennent les nouveaux bidonvilles du nord de l'Ouganda est bien réel. Il devrait être atténué grâce à des mesures d'appui à la transition avec les camps, notamment grâce au nettoyage des camps, à la démolition des structures et à une réhabilitation sélective des surfaces érodées et de la couverture végétale.

Dans les sites/zones de retour, l'aide humanitaire se concentrera sur la réhabilitation des infrastructures sociales ou sur de nouvelles constructions, selon le cas, tandis que dans le même temps elle continuera à renforcer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Les interventions doivent continuer à être compatibles avec l'approche au niveau de la commune<sup>16</sup> et, dans la mesure du possible, s'aligner sur les plans de développement de district (qui sont, en principe, de bas en haut en partant du niveau communal) à condition que les plans de district correspondent et satisfassent aux besoins de la région. L'aide humanitaire fournie dans les camps de personnes déplacées se focalisera graduellement sur la protection et l'aide ciblée aux groupes vulnérables.

La DG ECHO reconnaît que le gouvernement de l'Ouganda est essentiellement responsable du bien-être de ses citoyens et, dès lors, encourage l'intégration progressive de groupes au sein des structures de coordination du gouvernement. Une coopération

---

<sup>16</sup> La commune correspond à une unité administrative qui comprend un certain nombre de villages.

étroite sera nécessaire entre toutes les parties prenantes, actives dans le secteur humanitaire et du développement, et le gouvernement – au niveau tant central que des districts – afin de faciliter une transition sans heurts vers le développement durable, à long terme, et fondé sur la communauté.

Étant donné que des dangers futurs pourraient potentiellement menacer la situation fragile des populations du nord de l'Ouganda, la DG ECHO examinera si ces risques peuvent être minimisés en intégrant les composantes de la réduction du risque de catastrophe et de préparation aux catastrophes aux interventions d'aide et de réhabilitation, comme il convient.

### Analyse par secteur d'intervention

Eau et assainissement: L'amélioration de la couverture dans les régions de retour grâce à des travaux de réhabilitation ou de construction (selon le cas) et la protection des ressources en eau continueront en 2009. La transmission de la responsabilité du fonctionnement et de l'entretien des systèmes motorisés dans les camps doit aussi constituer une priorité.

Tout en reconnaissant que la transmission des systèmes de gestion de l'eau aux autorités locales reste un défi, les partenaires sont invités à envisager d'autres alternatives possibles, grâce à un processus d'intégration et de participation avec l'ensemble des parties prenantes, qui garantirait un approvisionnement en eau ininterrompu. Maximiser les enseignements acquis et les bonnes pratiques devrait apporter une valeur ajoutée.

Les interventions dans le secteur de l'assainissement devraient, en parallèle avec celles du secteur de l'eau, également tendre vers la durabilité. Un ensemble d'interventions comprenant la promotion de l'hygiène, l'aide fournie aux personnes de retour pour qu'elles construisent les latrines de leur propre famille, la sensibilisation à la purification de l'eau, la compréhension des tabous culturels et des mécanismes d'adaptation culturelle concernant l'hygiène, continueront à recevoir l'attention nécessaire pendant la consolidation de la phase de retour.

Santé: Les soins de santé primaires continueront à être une priorité dans les zones de retour. Une approche holistique et intégrée visant à la réactivation des services de santé de base dans les zones de retour, grâce à une aide aux structures existantes du ministère de la santé/direction des services sanitaires de district, a eu un succès considérable et est, dès lors, favorisée. Aucun programme vertical/isolé (c'est-à-dire, d'aide à un hôpital important) ne bénéficiera d'une aide en 2009.

Les structures/travailleurs de la santé de la communauté devraient faire partie intégrante de l'aide aux soins de santé primaires. Il est très important de parvenir à une utilisation harmonisée des structures de santé pour la durabilité du renforcement des soins de santé basés au niveau de la communauté.

L'intégration de la lutte contre le VIH/SIDA dans les programmes de santé, les campagnes d'immunisation et de vaccination, les programmes pour la santé des mères et des enfants, le lancement du nouveau protocole de traitement de la malaria et la réponse rapide aux épidémies, resteront des interventions fondamentales.

Le manque de ressources humaines dans les centres de santé reste une préoccupation importante et constitue un obstacle à la réactivation des services au niveau périphérique. Le gouvernement ne pourra aborder ce problème que de façon limitée. Le recrutement est souvent difficile. Les LRRD dans le secteur de la santé constituent en fait un défi très complexe. Il est difficile pour la DG ECHO d'aborder ces problèmes de ressources humaines, puisque cela exige une approche sectorielle à long terme pour laquelle la DG ECHO n'est pas le partenaire le plus approprié. Néanmoins, par le biais de ses partenaires, la DG ECHO et les organismes du gouvernement, notamment les districts, et d'autres donateurs, continuera à militer pour un renforcement des capacités et une amélioration des services de santé, pour une amélioration de la collecte des données sur la santé, pour l'analyse et pour la promotion d'un système commun de planification, de contrôle et d'évaluation de l'impact.

Moyens de subsistance et sécurité alimentaire: L'amélioration de la sécurité alimentaire reste une priorité stratégique pour la DG ECHO. L'aide à la sécurité alimentaire a augmenté, en termes tant relatifs qu'absolus, au cours des deux dernières années. Elle sera renforcée davantage en 2009.

La DG ECHO est en faveur de l'amélioration de l'accès aux intrants agricoles (notamment de l'aide à l'ouverture des terres et à la reconstitution des stocks de bétail) mais aussi aux marchés, grâce aux programmes d'«argent liquide contre travail», des systèmes de bons et des foires de semences. La stimulation du marché local, l'amélioration de la productivité, la multiplication des semences et d'un nombre limité d'activités génératrices de revenu, devraient faire partie intégrante de cette diversification.

Protection: L'aide de la DG ECHO au niveau de la gestion des camps, se concentrera de plus en plus sur la fermeture des camps et sur l'appui à des communautés viables. L'accent sera mis sur la contribution à des solutions durables.

L'appui aux structures de la communauté et aux cadres de protection (comités de protection de l'enfance) s'occupant des questions liées à la protection de l'enfance et à la violence fondée sur le sexe, ainsi que de la réintégration à caractère communautaire (notamment pour les enfants extrêmement vulnérables, les veuves, les personnes âgées, les handicapés, etc.) se poursuivront. La DG ECHO considère l'aide aux personnes extrêmement vulnérables comme une intervention importante de protection. Elle continuera à appuyer un meilleur ciblage des personnes extrêmement vulnérables, sur la base d'une priorisation/critères des besoins plus stricts. Il est cependant important de traiter les obstacles (y compris les litiges fonciers) au retour des personnes déplacées grâce à des actions ciblées visant à dégager des solutions durables.

La DG ECHO envisage également la possibilité de poursuivre une aide minimale au secteur de l'éducation. La séparation familiale (une préoccupation croissante) est en partie liée à la pénurie de services d'enseignement dans les zones de retour. La DG ECHO compte intervenir de manière limitée dans le domaine de la réhabilitation et des logements du personnel. Un engagement et une contribution clairs du gouvernement devront être reçus avant de procéder à des investissements dans les structures éducationnelles du gouvernement. L'institutionnalisation des interventions est opportune et importante pour la durabilité à long terme.

## **2. Karamoja:**

La DG ECHO poursuivra un engagement prudent dans Karamoja. Actuellement l'initiative régionale de préparation à la sécheresse de la DG ECHO se concentre sur les

régions prédisposées à la sécheresse dans la Corne d'Afrique en améliorant la résilience des communautés pastorales pour contrôler et pour affronter les sécheresses. Les secteurs clés comprennent la santé animale, l'eau et les systèmes d'information préalable. Cette initiative reste pertinente par rapport aux besoins et adresse les besoins démontrés parmi les populations pastorales de la région de Karamoja. Une nouvelle consolidation de ses opérations est justifiée et augmenterait l'efficacité globale<sup>17</sup>.

L'importance de l'avertissement d'une crise humanitaire imminente suite à la sécheresse, de mauvaises récoltes et l'insécurité est soulignée par tous les acteurs concernés (comprenant le gouvernement local, les NU et les ONG). La DG ECHO est préoccupée par cette situation et prévoit de compléter l'initiative de préparation à la sécheresse et d'aide alimentaire avec d'autres mesures de sécurité alimentaires qui peuvent être financées sur le budget d'aide humanitaire ou sur le budget d'aide alimentaire. Cela donnerait de la flexibilité dans la programmation. Ces activités comprendraient, en plus de la préparation à la sécheresse et de l'aide alimentaire<sup>18</sup>, la prévention et le traitement de la malnutrition, des intrants liés à la sécurité alimentaire d'urgence, aide accrue au cheptel (telle que les vaccinations contre PPR et CBPP, etc.).

En particulier, considérant ce qui précède, la population de la région Karamoja aura besoin d'aide alimentaire très probablement jusqu'à la prochaine récolte en août/septembre 2009. Comme dans la région Acholi, l'aide alimentaire sera principalement soutenue en 2009 au travers des décisions distinctes d'aide alimentaire (FA).

Dans le moyen et plus long terme, la DG ECHO considère problématique la poursuite de l'aide alimentaire et aimerait voir davantage d'instruments de développements qui favorise l'efficacité et réduit la dépendance. Cette possibilité est recherchée dans le dialogue étroit avec la délégation de la CE et le PAM; les mécanismes alternatifs de transfert dans Karamoja (comme par exemple argent liquide et/ou bons) pourraient être peut-être financés à moyen terme par le 10ème FED par KALIP (le programme de moyen de subsistance pour la Karamoja).

**Coordination:** Il y a une nécessité continue d'amélioration de la coordination des activités humanitaires. Le manque de coordination efficace peut encore mener à la duplication des activités, à des frustrations de la part des acteurs humanitaires et à des contraintes inutiles sur ceux qui cherchent à effectuer des opérations efficaces. De meilleures données, l'analyse rigoureuse, la cartographie et le partage d'information ainsi que le support continu à l'approche sectorielle des NU seront soutenus par la DG ECHO. Le mécanisme d'OCHA maintiendra un rôle important dans les forums de donateurs et dans le cadre de la remise des opérations humanitaires aux fonds de développement.

### **Les objectifs de la DG ECHO se présentent de la manière suivante:**

**Objectif principal:** Aider les groupes vulnérables de la population touchés par l'insécurité et les risques climatiques.

---

<sup>17</sup> La décision pour la sécheresse régionale actuelle se terminera en juin 2009, et un financement complémentaire a été proposé pour 2009.

<sup>18</sup> La DG ECHO affectant strictement des contributions de PAM qui nourrit dans Karamoja 707.000 personnes ou 70% de la population (sur 50% et 70% de RDA). La sélection a été faite en utilisant une méthodologie de CPI au niveau de paroisse. ECHO, pour la première fois en 2008, a inclus (la nutrition mère-enfant) les programmes MCHN dans Karamoja et contribue également au programme de supplément nutritionnel. MCHN n'est pas soutenu dans la région Acholi.

## **Objectifs spécifiques:**

- Fournir une aide humanitaire en temps utiles , en particulier aux personnes extrêmement vulnérables, aux populations déplacées et aux rapatriés, ainsi qu'aux populations touchées par les risques climatiques, par une aide intégrée dans un environnement humanitaire amélioré.
- Continuer à renforcer la gestion et la coordination de la réponse humanitaire parmi les agences multilatérales et bilatérales et les organisations non gouvernementales en Ouganda.

## **4.6. Durée**

La durée pour la mise en œuvre du présent Plan Global sera de 18 mois et commencera le 1er janvier 2009. Les opérations humanitaires financées par le présent Plan Global doivent être mises en œuvre au cours de cette période.

En raison du niveau de l'insécurité et de la situation en pleine évolution sur le terrain, la durée de 18 mois est nécessaire afin de permettre à des partenaires de DG ECHO de mettre en œuvre entièrement leurs projets. Les dépenses en vertu du présent Plan Global seront éligibles du 1er janvier 2009.

Si la mise en œuvre des actions envisagées dans le présent Plan Global est suspendue en raison *de la force majeure*, ou de toute circonstance comparable, la période de suspension ne sera pas prise en considération pour le calcul de la durée des opérations humanitaires d'aide.

Selon l'évolution de la situation sur le terrain, la Commission se réserve le droit de mettre un terme aux accords signés avec les organisations humanitaires de mise en œuvre quand la suspension des activités est pour une période de plus d'un tiers de la durée prévue totale de l'action. À cet égard, la procédure établie dans les conditions générales de l'accord spécifique sera appliquée.

## **4.7. Montant du Plan Global et matrice de programmation stratégique**

### **4.7.1. Montant total du Plan Global: EUR 12,000,000**

#### 4.7.2. Matrice de programmation stratégique

### MATRICE DE PROGRAMMATION STRATEGIQUE POUR LE PLAN GLOBAL 2009 DE L'UGANDA

Objectif principal	Fournir une assistance aux groupes vulnérables et population touchées par l'insécurité et les facteurs climatiques.				
Objectifs spécifiques	Quantité allouée (EUR)	Zone géographique	Activités proposées	Résultats/indicateurs	Partenaires potentiels
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Objectif spécifique 1:</b> Fournir l'aide humanitaire, en particulier aux personnes extrêmement vulnérables, aux populations déplacées et retournées, ainsi qu'aux populations touchées par les risques climatiques, à travers une approche intégrée, dans un environnement humanitaire amélioré.</li> </ul>	10,900,000	L'Ouganda du nord	<p><b><u>Santé :</u></b></p> <p>Soutenir les initiatives qui réduisent l'incidence des maladies infectieuses</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévention et contrôle des épidémies;</li> <li>- Contribuer à la prévention, au contrôle et au traitement de la malaria ;</li> <li>- Intégrer la la composante VIH/SIDA dans toutes les interventions financées par la DG ECHO en conformité avec ses guidelines. Contribuent à l'analyse des niveaux de l'infection du VIH/SIDA dans les camps du nord ;</li> <li>- Renforcer les capacités des structures de santé gérées par les communautés.</li> </ul> <p><b><u>Wat/SAN:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutenir les initiatives qui améliorent la disponibilité de l'eau et sensibiliser à l'hygiène environnementale et personnelle à la fois dans les camps et sur les sites de retour;</li> <li>- Favoriser la remise des opérations et l'entretien des systèmes mécanisés;</li> </ul> <p><b><u>Sécurité Alimentaire/aide aux moyen de subsistance :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion des projets renforçant les moyens de subsistance qui prennent en considération des conditions locales et la connaissance</li> </ul>	<p><b><u>Santé :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les risques d'épidémies sont réduits ou empêchés</li> <li>- les causes de la malnutrition sont identifiées</li> <li>- la mortalité infantile est gardée au-dessous des seuils d'urgence</li> <li>- Les structures communautaires de santé sont efficacement intégrées dans le système de soins de santé;</li> <li>- diminution du taux d'infection à la malaria</li> </ul> <p><b><u>Wat/SAN :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation de la couverture en eau sur les sites de retours</li> <li>- sensibilisation accrue au sein des populations cibles, concernant les pratiques d'hygiène personnelles et communautaires de base;</li> <li>- plus grande mise en place de latrines appropriées, spécialement sur les sites de retours;</li> </ul> <p><b><u>FS/moyen de subsistance :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- plus grande disponibilité des produits alimentaires autoproduits parmi les populations déplacées et retournées ;</li> </ul> <p><b><u>Protection :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration du taux de réintégration de CAAF (les enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés), FAP (anciennes personnes enlevées) dans la société</li> </ul>	<p>ACH – ESP, ACF-FRA, ACTION AID, ACTED, AISPO – ITA, AVSI, CARE – UK, CINS, CONCERN, WORLDWIDE, COOPI, Cordaid, CROIX-ROUGE - CICR- ICRC, CUAMM, DANISH RED CROSS, DANCHURCH AID – DNK, FIDA, GERMAN AGRO ACTION, GOAL, IRC – UK, IOM, MALARIA CONSORTIUM, Malteser International, MEDAIR UK, MEDAIR CH, MSF – CHE, MSF – FRA, MSF – NLD, MSF-ESP, Mercy Corps-UK, NRC, OXFAM – UK, SAVE THE CHILDREN – UK, FAO, UNHCR, UNICEF, UNOCHA, UNDP, WHO, WORLD VISION DEU, WORLD VISION UK, Caritas – DEU, ASB – DEU, ZOA.</p>

			<p>communautaire ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation des interventions FS visant les populations retournées ainsi que les populations déplacées dans les camps;</li> <li>- Initiatives qui contribuent à la prévention et à l'analyse des causes de la malnutrition ;</li> </ul> <p><b>Protection :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Activités basées sur la réintégration communautaire pour les enfants et FAP;</li> <li>- Amélioration des mécanismes de protection de l'enfance par les partenaires centrés sur l'enfant;</li> <li>- Réhabilitation des écoles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mécanismes améliorés de protection de l'enfance à la fois dans les camps et les sites de retours</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Objectif spécifique 2:</b> Continuer à renforcer la gestion et la coordination de la réponse humanitaire parmi les agences multilatérales et bilatérales et les organisations non gouvernementales en Ouganda.</li> </ul>	<b>450,000</b>	National	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les mécanismes de coordination des activités humanitaires à travers un soutien accru envers OCHA, en mettant l'accent sur l'échange d'information, la planification et les transitional emergency.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupes de travail techniques renforcés, ayant un impact sur la coordination et les niveaux d'évaluation et de la réponse humanitaire;</li> <li>- Le consensus montre dans les données concernant GAM, SAM, un taux de mortalité, couverture d'eau dans les camps, couverture de latrines dans les camps.</li> </ul>	UNOCHA, FAO
<b>Evaluation des risques</b>	Les conditions de sécurité ont été analysées par les partenaires.				
<b>Hypothèses</b>	<p>Aucune principale détérioration des conditions de sécurité</p> <p>Les conditions climatiques restent stables</p> <p>La planification d'urgence est faite dès la phase de conception de projet</p> <p>Les concepts de durabilité sont intégrés et appliqués pendant la mise en œuvre</p> <p>Accès aux sites de retour acceptable.</p> <p>Plus grands progrès des programmes de relance et de moyen de subsistance des partenaires de développement</p>				
<b>Reserve pour imprévus</b>	650,000				
<b>Coût total</b>	<b>12,000,000</b>				

## 5. ÉVALUATION

En vertu de l'article 18 du règlement (CE) No.1257/96 du Conseil du 20 juin 1996 concernant l'aide humanitaire la Commission est invitée "régulièrement à évaluer des opérations humanitaires d'aide financées par la Communauté afin d'établir si elles ont réalisé leurs objectifs et produire des orientations pour améliorer l'efficacité des opérations ultérieures." Ces évaluations sont structurées et organisées dans les questions coupantes overarching et croisées faisant partie de la stratégie annuelle de la DG ECHO telle que les questions liées à l'enfant, la sécurité des travailleurs de secours, respect des droits de l'homme, le genre. Chaque année, un programme indicatif d'évaluation est établi après un processus consultatif. Ce programme est flexible et peut être adapté pour inclure des évaluations non prévues dans le programme initial, en réponse aux événements particuliers ou aux circonstances en mutation. De plus amples informations peuvent être obtenues à :

[http://ec.europa.eu/echo/evaluation/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/echo/evaluation/index_en.htm).

## 6. QUESTIONS DE GESTION

Les actions humanitaires d'aide financées par la Commission sont mises en œuvre par les ONG, les agences spécialisées des États membres, et les organisations de Croix-Rouge sur la base des accords de partenariat de cadre (FPA) et par les agences des Nations unies basées sur l'accord-cadre financier et administratif de la CE/NU (FAFA) conformément à l'article 163 des règles de mise en œuvre du règlement financier. Ces accords-cadres définissent les critères pour attribuer des accords de subvention et des conventions de financement conformément à l'article 90 des règles de mise en œuvre et peuvent être trouvés à [http://ec.europa.eu/echo/partners/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/echo/partners/index_en.htm).

Pour les organisations internationales identifiées comme les partenaires potentiels pour mettre en œuvre le plan global, des actions seront dirigées sous la gestion commune.

Les différentes subventions sont attribuées sur la base des critères énumérés dans l'article 7.2 du règlement d'aide humanitaire, tel que la capacité, la promptitude et l'expérience, et les résultats techniques et financiers des interventions précédentes.

## 7. ANNEXES

**Annexe 1 : Vulnérabilité et indice de crises dans la Corne de l'Afrique (2008-2009)**


**Annexe 2 : Carte pays/régions et emplacement des opérations de la DG ECHO**

**Annexe 3 : Liste des opérations précédentes de la DG ECHO**

**Annexe 4 : Aperçu des contributions des donateurs**

**Annexe 5 : Liste des abréviations**

## Annexe 1 : Vulnérabilité et indice de crise dans la Corne de l'Afrique (2008-2009)

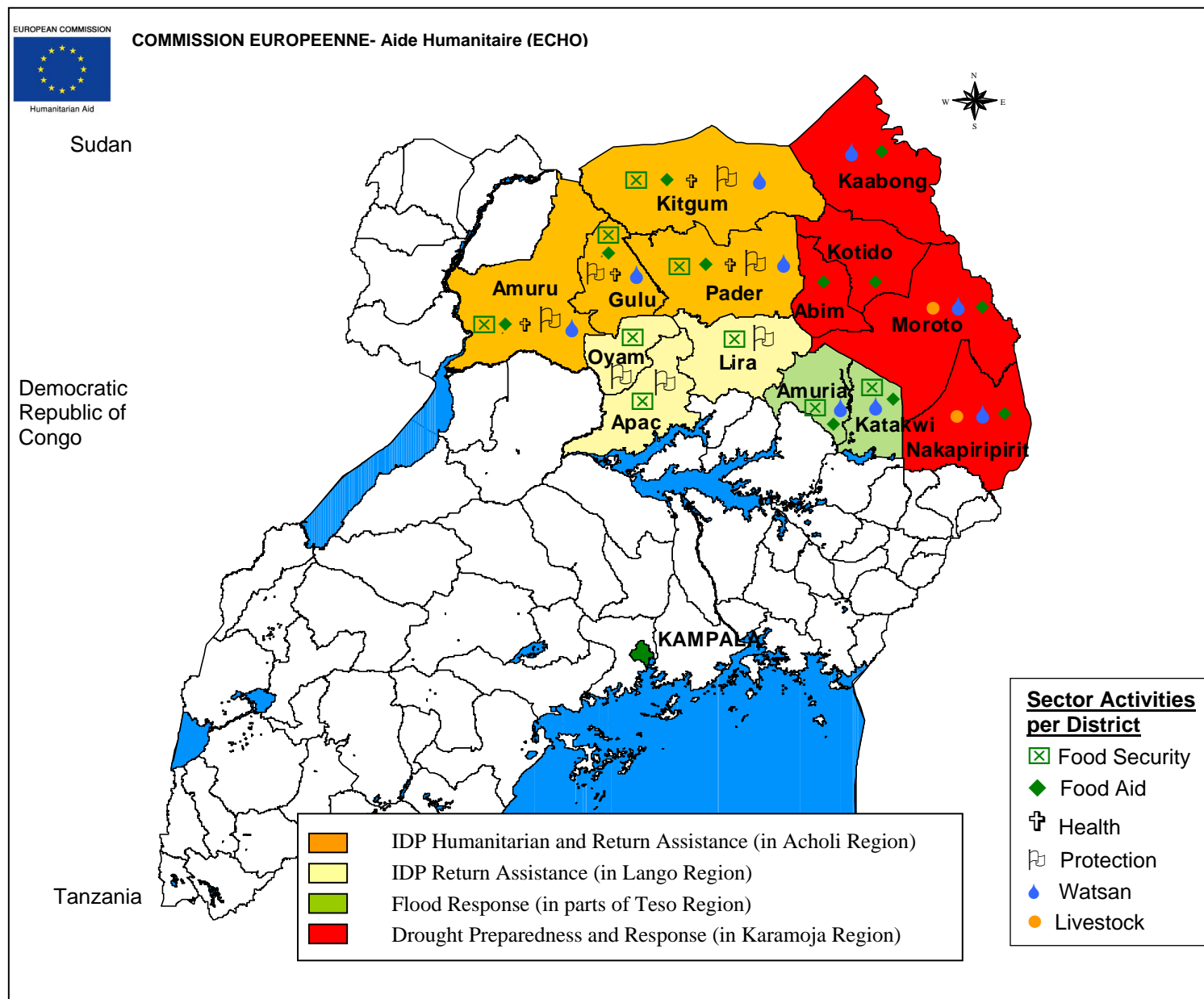
Indice de vulnérabilité et de crise																
		Indice de Vulnérabilité (IV)										Indice (CI) de crise				
		note	moyen.	HDI	HPI-1	HDI/HPI	R+I+r	R+I+r / 2	U5UW	U5M	U5	Santé + Inégalité	C/ND/R	Conflit	ND	Ref+IDP
<i>Pays - GNA 2007-08</i>																
Djibouti	3	2,25	2	2	2	4	2	3	3	3	2,0	3	0	3	0	
Erythrée	3	2,31	3	2	2,5	3	1,5	3	2	2,5	2,8	0	0	0	0	
Ethiopie	3	2,31	3	3	3	2	1	3	3	3	2,3	3	3	3	0	
Kenya	3	2,25	2	2	2	4	2	3	2	3	2	3	3	3	2	
Somalie	3	2,88	x	3	3	6	3	3	3	3	2,5	3	3	3	3	
Sudan	3	2,56	2	2	2	6	3	3	2	2,5	2,8	3	3	3	3	
Ouganda	3	2,50	2	2	2	5	2,5	3	3	3	2,5	3	0	3	3	

**HDI** : Indicateur de développement humain

**HPI** : Indicateur humain de pauvreté

**R+I+r** : Réfugiés/IDPs/Retournés

## Annexe 2: Carte de pays et emplacement des opérations de DG ECHO



### Annexe 3: Liste d'opérations précédentes de DG ECHO

Liste d'opérations précédentes de DG ECHO en OUGANDA				
Numéro de la Décision	Type de Décision	2006 EUR	2007 EUR	2008 EUR
ECHO/UGA/BUD/2006/01000	Plan Global	15,000,000		
ECHO/UGA/EDF/2006/01000	Non urgente	4,000,000		
<b>ECHO/-HF/BUD/2006/02000 (*)</b>	Non urgente	1,150,832		
ECHO/-AF/EDF/2007/01000 (*)	Non urgente		637,350	
ECHO/-FA/BUD/2007/01000 (*)	Non urgente		5,000,000	
ECHO/-FA/BUD/2007/02000 (*)	Non urgente		3,000,000	
ECHO/UGA/BUD/2007/01000	Global Plan		13,000,000	
ECHO/UGA/BUD/2007/02000	Urgence		3,000,000	
ECHO/-FA/BUD/2008/01000 (*)	Non urgente			5,500,000
ECHO/-HF/BUD/2008/01000 (*)	Non urgente			3,250,000
ECHO/UGA/BUD/2008/01000	Plan Global			12,000,000
ECHO/UGA/BUD/2008/02000	Ad hoc			2,000,000
ECHO/-FA/BUD/2008/03000 (*)	Urgence			3,000,000
	<b>Subtotal</b>	<b>20,315,832</b>	<b>24,637,750</b>	<b>25,750,000</b>
	<b>Grand Total</b>	<b>70,538,182</b>		

Date : le 26 Septembre 2008  
Source : HOPE

(\*) décisions avec plus d'un pays

## Annexe 4: Aperçu des contributions des donateurs

Donateurs en OUGANDA les 12 derniers mois					
1. Les Etats Membres (*) de l'UE		2. Commission Européenne		3. Autres	
	EUR		EUR		EUR
Autriche	900,000	DG ECHO	25,750,000		
Belgique	1,220,000	DG DEV (A Enveloppe allocations 9 <sup>th</sup> EDF** 2003-2008)	271,509,275		
Bulgarie		DG DEV (B Enveloppe allocations 9 <sup>th</sup> EDF 2003-2008)***	38,598,740		
Chypre					
Rép. tchèque	38,364				
Danemark	3,473,695				
Estonie					
Finlande	2,150,000				
France	1,168,209				
Allemagne	4,175,140				
Grèce					
Hongrie					
Irlande	2,388,499				
Italie	3,090,000				
Lettonie					
Lituanie					
Luxembourg	750,000				
Malte					
Pays-Bas	10,389,525				
Pologne					
Portugal					
Romanie					
Slovaquie					
Slovénie					
Espagne	750,002				
Suède	11,338,185				
Royaume-Uni	5,000,000				
Sous-total	46,831,619	Sous-total	25,750,000	Sous-total	0
			62,021,603*		
		Total général	134,603,222		

Date : le 26 Septembre 2008

(\*) Source : DG ECHO 14 Points signalant pour les Etats Membres <https://webgate.ec.europa.eu/hac>

\* Une année partage les 5 années du plan du FED

Les cellules vides indiquent qu'aucune information ni contribution sont disponibles.

## Annexe 5: Liste des abréviations

<b>LOI</b>	Thérapie de combinaison d'Artemisin pour la malaria
<b>ACF</b>	La Faim de Contre d'action
<b>ASTU</b>	Anti-stock unité de vol
<b>AVSI</b>	Associaizone Volontari Servizio Internazionale
<b>La PAC</b>	Processus consolidé d'appels
<b>Cpc</b>	Le Comité de la protection de l'enfance
<b>CCCM</b>	Coordination de camp et gestion des camps
<b>CINS</b>	Cooperazione Italiana Nord Sud
<b>COOPI</b>	Cooperazione Internazionale
<b>DDHS</b>	Directeur du service de santé de secteur
<b>DEV</b>	Direction générale de développement de la Commission européenne
<b>DG ECHO</b>	direction générale Aide humanitaire de la Commission européenne
<b>CE</b>	Commission européenne
<b>Le FED</b>	Le Fonds européen de développement
<b>L'EFSA</b>	Évaluation de sécurité alimentaire d'urgence
<b>UE</b>	Union européenne
<b>La FAO</b>	Produits alimentaires et bureau agricole
<b>EVI</b>	Personnes extrêmement vulnérables
<b>KALIP</b>	Programme de moyen de subsistance de Karamoja
<b>GAM</b>	Malnutrition aiguë globale
<b>GBV</b>	Violence fondée sur le sexe
<b>GoU</b>	Le gouvernement de l'Ouganda
<b>tous usages</b>	Plan global
<b>VIH/SIDA</b>	Virus de l'immunodéficience/syndrome acquis d'immunodéficience
<b>HTD</b>	Donateur technique humanitaire
<b>L'IASC</b>	Comité permanent d'agence intermédiaire
<b>IRC</b>	Le Comité international du sauvetage
<b>OIM</b>	Organisation internationale pour la migration
<b>CICR</b>	Le Comité international de la Croix-Rouge
<b>IATC</b>	Le Comité technique de l'agence intermédiaire
<b>JMC</b>	Comité de suivi commun
<b>PDIP</b>	Personnes déplacées à l'intérieur du pays
<b>ITN</b>	Filets traités par insecticide
<b>LRA</b>	Armée de résistance du Lord
<b>LRRD</b>	Aide d'urgence, la réhabilitation et le développement d'enchaînement
<b>LDU</b>	Unité de défense locale
<b>MOH</b>	Ministère de la Santé
<b>NFI</b>	Articles non alimentaires
<b>L'ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>Nrc</b>	Le Conseil norvégien de réfugié
<b>NUREP</b>	Programme du nord de réadaptation de l'Ouganda
<b>NURD</b>	Récupération/développement de l'Ouganda du nord
<b>OCHA</b>	Bureau pour la coordination de l'aide humanitaire
<b>OPM</b>	Cabinet du Premier Ministre
<b>PRDP</b>	Plan de paix, de récupération et de développement
<b>PMC</b>	Comité de suivi PRDP

<b>RDD</b>	Décision de la sécheresse régionale
<b>SAM</b>	Malnutrition aiguë grave
<b>RCP</b>	Spécial police des agents
<b>Les NU</b>	Les Nations unies
<b>UNICEF</b>	Le fonds des enfants des Nations unies
<b>HCR</b>	Haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés
<b>PNUD</b>	Programme de développement des Nations unies
<b>PAM</b>	Programme mondial de l'alimentation
<b>L'OMS</b>	L'Organisation Mondiale de la Santé